

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 459 • juill.-août 2016 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

UE, BREXIT, POPULISME

Lutter contre tous les nationalismes !

“En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n’ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu’ils n’ont pas” (Le Manifeste communiste, 1848).

Le capitalisme, le système d’exploitation qui domine toute la planète, ne peut se maintenir par la seule force et la violence. Il ne peut se passer de la puissance de l’idéologie – la production sans fin d’idées qui renversent le rapport à la réalité pour faire croire aux exploités qu’ils ont tout intérêt à soutenir ceux qui les exploitent. Il y a exactement cent ans, des centaines de milliers d’ouvriers en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne ont payé de leur vie la croyance à ce grand mensonge de la classe dominante : les ouvriers doivent “se battre pour leur pays”, ce qui veut dire tout simplement se battre et mourir pour les intérêts de la classe dominante.

Les massacres horribles de la Première Guerre mondiale ont démontré une fois pour toutes que le nationa-



Une fausse alternative pour la classe ouvrière

lisme est l’ennemi idéologique le plus mortel de la classe ouvrière.

Aujourd’hui, après des décennies d’attaques contre les conditions de vie, le démantèlement de pans entiers de l’industrie et l’exode massif de populations entières, après des décennies de crise économique et de programmes d’austérité, et aussi après toute une série de luttes défaites, la

classe ouvrière est soumise à un déversement de poison nationaliste sous la forme des campagnes populistes de Trump aux États-Unis, de Le Pen en France, des “pro-Brexit” en Grande-Bretagne et de divers politiciens dans beaucoup d’autres pays. Ces campagnes s’appuient ouvertement sur une colère et une désorientation réelles au sein de la classe ouvrière, sur une frus-

tration croissante à cause du manque d’emplois, de logements, de soins et sur des sentiments très répandus d’impuissance face à la globalisation et aux puissances impersonnelles du capital. Ces campagnes cherchent surtout à empêcher les ouvriers de se mettre à réfléchir de façon critique sur les véritables origines de tous ces problèmes. Au contraire, la fonction du populis-

me est de contrer toute tentative pour comprendre un système social complexe et apparemment mystérieux qui gouverne nos vies, de proposer une solution beaucoup plus simple : trouver quelqu’un sur qui rejeter la faute.

C’est la faute aux “élites”, hurlent-ils : les banquiers cupides, les politiciens corrompus, les bureaucrates qui dirigent l’Union européenne dans l’ombre et nous étouffent avec des règlements et la paperasserie. Tous ces personnages font certes bel et bien partie de la classe dominante et jouent leur rôle dans l’augmentation de l’exploitation et la destruction des emplois. Mais l’idée selon laquelle “c’est la faute aux élites” ne provient pas de la conscience de classe, elle en est au contraire un complet dévoiement. On peut démonter la supercherie en posant la question : qui sont ceux qui veulent nous vendre ce nouvel “anti-élitisme” ? Il suffit de

(suite page 5)

MOUVEMENT SOCIAL EN FRANCE

Le “radicalisme” syndical au service des attaques !

“L’épreuve de force” ! La “guerre d’usure” ! La “montée des tensions” ! Telles sont les expressions consacrées dans les médias depuis plusieurs semaines pour caractériser l’affrontement supposé entre le gouvernement français et les syndicats à propos de la loi “El Khomri”. La confrontation est spectaculaire, médiatisée, pleine de rebondissements. Elle a même été jusqu’au point où le gouvernement a, pendant quelques heures, interdit une manifestation syndicale avant de se dédire et l’autoriser : du jamais vu depuis plus de cinquante ans !

Un réel mécontentement s’est exprimé et s’exprime encore face à cette attaque contre les conditions de travail de l’ensemble de la classe ouvrière. Ce mécontentement a donné lieu à une combativité et une mobilisation relativement importantes lors de certaines journées d’action. Pourtant, cette combativité, contrairement à ce qu’on voudrait nous faire croire, n’a pas embrasé la majorité des salariés. Malgré

les images de barrages, de pneus enflammés sur les routes, les grèves sont très souvent restées minoritaires et rien n’a été dans le sens de dynamiser et développer la confiance, l’unité et la conscience dans les rangs ouvriers. Au contraire ! “Les défilés syndicaux qui consistent à battre le pavé les uns derrière les autres, au bruit de la sono et de slogans rabâchés ad nauseam, sans pouvoir débattre et construire quoi que ce soit ensemble, n’ont pour seul effet que de démoraliser et véhiculer un sentiment d’impuissance” (1). Il en est de même pour les questionnements de nombreux salariés, de jeunes lycéens, étudiants et chômeurs qui sentent bien que l’omniprésence syndicale et les journées d’action sans lendemain ne vont pas dans le sens de la lutte. Mais ils n’ont pas aujourd’hui la capacité de remettre en cause cette chape de plomb ni de développer une critique collective et ouverte. Même le mouvement Nuit debout, censé offrir un “espace” de réflexion plus profonde, “les conduit dans l’impasse et renforce les visions les plus conformistes qui soient. Pire, Nuit debout permet même à des idées

nauséabondes, telle la personnalisation des maux de la société sur quelques représentants du système (les banquiers, l’oligarchie...), de s’épanouir sans complexe” (2). Souvent, parmi les plus jeunes, certains sont tentés de s’illusionner sur une “guerre de classe”, un avant-goût de “grand soir”, un “Mai 68”, une mobilisation ouvrière telle qu’on ne l’a pas vu depuis des années. Mais le gouvernement n’est pas prêt à reculer sous la pression de la rue comme en 2006 lors de la lutte contre le CPE. Même si la cohérence est loin d’être effective au sein du pouvoir gouvernemental socialiste, dans un premier temps du moins, gouvernement et syndicats, CGT en tête, ont largement mis en scène la confrontation sociale, l’ensemble de la classe ouvrière se trouvant manipulé pour renforcer sa désorientation actuelle.

La “radicalisation” de la CGT, à la pointe de la contestation, a été grandissante. Pendant plusieurs mois, le mouvement social ne s’est pas calmé et chacun des acteurs syndicaux et gouvernementaux a alimenté à sa façon cette “confrontation” : la CGT par des blocages de raffineries, de centrales nu-

cléaires, des barrages routiers, des grèves à répétition dans les transports en commun, dans le secteur public, dans les secteurs de l’énergie. Le gouvernement, particulièrement Manuel Valls, a multiplié les mises en demeure, les déclarations provocatrices jusqu’à cette décision momentanée, mais stupéfiante, d’interdire une manifestation syndicale à Paris. Tout cela sur fond de violences des “casseurs”, médiatisées et instrumentalisées à l’extrême. La tension aurait ainsi été à son comble et le pays à feu et à sang. Quasiment l’état de guerre... si l’on en croit la bourgeoisie et sa presse qui ne manquent pas une occasion d’employer ce vocabulaire guerrier et de tout dramatiser au point que cela en devient surréaliste si l’on prend la peine de quitter son écran de télévision et de regarder la réalité en face.

Le paroxysme de la confrontation a, nous dit-on, été atteint lors des opérations de “blocage de l’économie”, en particulier des raffineries et des ports pétroliers. Bloquer les raffineries serait, comme en 2010 contre la loi sur les retraites, l’arme ultime face à la bourgeoisie, une manière de “taper là où ça fait mal”. Or, non seulement la réalité

(suite page 3)

Dans ce numéro

Mouvement contre la loi El Khomri

La répression
montre le vrai visage
de l’État démocratique ! 2

Inondations en France

La société bourgeoise
est la principale responsable
des catastrophes ! 3

Brexit

Des difficultés croissantes
pour la bourgeoisie
et pour la classe ouvrière 4

Que défend le livre

On vaut mieux que ça ? 6

La politique allemande et le problème des réfugiés (III)

Un jeu dangereux
avec le feu 8

M 02485 - 459 - F: 1,30 € - RD



1) “Quelle est la véritable nature du mouvement Nuit debout?”, RI n° 458.

2) Idem.

La répression montre le vrai

Le 24 mars dernier, une scène filmée par un téléphone portable faisait le tour des réseaux sociaux et des journaux télévisés : trois policiers saisissaient un lycéen à terre et tandis que le jeune garçon se relevait, un policier le frappait d'un violent coup de poing au visage. Il ne s'agit là que d'un exemple parmi tant d'autres. La répression policière a en effet été féroce tout au long de ce mouvement contre la loi El Khomri. Et cela, avec la bénédiction d'un gouvernement prétendument "socialiste" qui, depuis plusieurs mois, a instauré un climat ultra-sécuritaire. Chaque manifestation, chaque blocage de lycée, d'université ou de raffinerie, ont été le théâtre de la brutalité des forces de l'ordre. C'est surtout la jeune génération qui a fait les frais des interpellations musclées, des passages à tabac et des provocations en tout genre, comme s'il fallait marquer dès le plus jeune âge les enfants d'ouvriers du sceau de la force et de l'ordre bourgeois.

L'État avait d'ailleurs très bien préparé le terrain de la répression. Comme nous l'écrivions dans nos articles sur les attentats de Paris de janvier et de novembre 2015, le renforcement inouï du quadrillage policier et la mise en place de l'État d'urgence ont été de formidables leviers pour créer une situation, tant sur le plan matériel qu'idéologique, où la répression et les provocations policières peuvent s'exercer plus facilement, notamment en exploitant le phénomène des "casseurs" qui servent en grande partie d'alibi à l'action des flics.

La nature répressive de l'État bourgeois

L'État et ses forces de répression sont le produit des contradictions de classes inconciliables et l'instrument de l'exploitation des opprimés au service exclusif de la bourgeoisie. Comment "l'ordre" est-il maintenu ? "Pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consumment pas en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre"; et ce pouvoir, né de la société mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État". Mais "Ce pouvoir, en quoi consiste-t-il principalement ? En des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc. (...) L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'État" (1). Ainsi, la réalité de la violence policière n'est ni nouvelle, ni un accident de l'Histoire ou le produit d'une réalisation imparfaite de la démocratie; elle est une claire expression de la nature profondément oppressive de l'État. La classe dominante a ainsi toujours été extraordinairement brutale face à toute expression de remise en cause de son ordre social. À chaque poussée du prolétariat, la bourgeoisie a tenté de l'envelopper sous un déluge de fer et de feu. C'est ainsi que sur les pavés mêmes où la police matraque aujourd'hui la jeunesse ouvrière, les armées versaillaises noyaient, en 1871, la Commune de Paris dans le sang.

Dès les origines du mouvement ouvrier, les organisations révolutionnaires ont été confrontées non seulement à la violence de l'État mais à la question même du recours à la violence dans les rangs du prolétariat. Les actions violentes, en elles-mêmes, n'ont jamais été perçues comme une expression de la force politique du mouvement, mais étaient considérées dans un cadre et un contexte historique plus généraux. Même quand elles s'expriment contre les forces de l'ordre, les actions violentes, pas moins que les réponses

individuelles, contiennent le danger de saper l'unité de la classe ouvrière. Ceci ne signifie pas pour autant que le mouvement des travailleurs soit "pacifiste". Il utilise forcément une certaine forme de violence : celle de la lutte de classe contre l'État bourgeois. Mais il s'agit là d'une violence d'une autre nature, libératrice, celle qui accompagne une démarche consciente qui n'a rien à voir avec la violence et la brutalité des classes dominantes dont le pouvoir n'est assuré que par la terreur et l'oppression. Ainsi, l'expérience d'un prolétariat, qui se constituait alors peu à peu en classe distincte, organisée et consciente, a permis de progressivement lutter contre les tentations immédiates de violence aveugle qui furent une des caractéristiques des premières émeutes ouvrières. Par exemple, au XVII^e siècle, de nombreux ouvriers, un peu partout en Europe, s'étaient soulevés très violemment contre l'introduction de machines à tisser en les détruisant. Ces actes violents, exclusivement contre les machines, étaient le produit du manque d'expérience et d'organisation propre à l'enfance du mouvement ouvrier. Comme le soulignait Marx : "il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation" (2).

Les "casseurs", un phénomène qui se nourrit de la décomposition

En revanche, les expressions politiques cédant à la violence aveugle qui ont émergé au cours du XX^e siècle sous des formes diverses et caricaturales, particulièrement après 1968, par exemple en Italie, inspirant les idéologies de type "opéraïstes" (3), ou en Allemagne de l'Ouest, sous de multiples tendances "autonomes", ne faisaient qu'exprimer l'absence de réflexion et d'orientation sur les moyens nécessaires pour un projet politique contre le capitalisme. À Berlin, par exemple, depuis les années 1980, le Premier mai est devenu le moment ritualisé d'affrontements sans lendemain entre la police et toutes sortes de "casseurs" qui cherchent encore aujourd'hui la confrontation avec les flics, saccagent des magasins et des voitures, identifiant faussement cela avec l'idée de "faire la révolution".

Les forces "autonomes" d'aujourd'hui, de plus en plus assimilées à celles des "terroristes" par l'État, traduisent l'impuissance et le vide politique laissé actuellement par la grande faiblesse d'une classe ouvrière qui, si elle a pu sortir de plusieurs décennies de contre-révolution stalinienne traumatisante, ne parvient pas encore à se reconnaître comme une classe sociale, à affirmer ses authentiques moyens de lutte et *a fortiori* sa perspective communiste. Déboussolée, sans orientation, manquant totalement de confiance en ses propres forces, le prolétariat ne parvient pas à reconnaître son identité propre et encore moins sa force historique. Il laisse donc le champ libre à toute l'impatience d'une jeunesse exaspérée, privée du legs de l'expérience politique et momentanément privée de son futur.

C'est ce qui explique en grande partie l'attrait relatif aux yeux de certains jeunes pour les méthodes "autonomes" et "insurrectionnalistes", ou le succès des théories fumeuses comme celles de

la brochure *L'insurrection qui vient* (4), publiée en 2007 par un certain "Comité invisible". On peut notamment y lire : "L'offensive visant à libérer le territoire de son occupation policière est déjà engagée, et peut compter sur les inépuisables réserves de ressentiment que ces forces ont réunies contre elles. Les "mouvements sociaux" eux-mêmes sont peu à peu gagnés par l'émeute". Ce type de discours qui partagent peu ou prou bon nombre d'autonomes regroupés sous diverses bannières protéiformes (*Black Blocs*, défenseurs de "zones autonomes" et certains antifascistes) les propulse de plus en plus sur les devant de la scène sociale. Depuis quelques années, de plus en plus de jeunes qui subissent la violence sociale du capitalisme, la précarité et le chômage, expriment leur colère et leur exaspération par la révolte, parfois de manière violente. Leur ras-le-bol les conduit facilement à affronter les forces de l'ordre lors des manifestations. Une partie de ces jeunes s'expose ainsi aux influences et agissements de "casseurs" ou de ces groupes se revendiquant comme "autonomes" qui se singularisent par des actes stériles tels que dégradations, saccages de vitrine, etc., qui peuvent malheureusement fasciner les plus désespérés.

Il ne s'agit nullement de mettre sur un pied d'égalité, comme s'y emploie sans vergogne la presse bourgeoise, la violence de l'État, par l'entremise de policiers suréquipés, et celle de quelques manifestants souvent armés de projectiles dérisoires, comme si la première était la conséquence "légitime" de la seconde. Mais le problème de cette violence stérile, de ces rixes avec la police, c'est que l'État les instrumentalise totalement à son profit. Ainsi, le gouvernement a volontairement poussé tous ces "casseurs" et autres "autonomes" dans une souricière tout en cherchant à "démontrer par les faits" à l'ensemble des prolétaires que la violence et la révolte conduisent inévitablement au chaos. La dégradation de l'hôpital Necker à Paris en est une parfaite illustration : le 14 juin, la police chargeait avec une rare violence une manifestation qui passait aux abords d'un hôpital pour enfants. Des groupes de casseurs, probablement excités par des agents provocateurs infiltrés (5), ont fini par s'en prendre à quelques vitrines de l'hôpital sous l'œil tout à coup passif et satisfait de plusieurs compagnies de CRS. Le soir-même, la presse bourgeoise faisait évidemment ses choux gras de l'événement et des déclarations scandalisées du gouvernement qui n'a pas raté l'occasion d'opposer les "radicaux" aux enfants malades. La bourgeoisie polarise ainsi l'attention sur les éléments les plus radicaux à la marge de toute une jeunesse meurtrie, victimes eux-mêmes de l'ordre bourgeois, pour justifier la brutalité de la répression policière. Pour mieux présenter l'État et ses institutions comme les ultimes remparts face à ceux qui menacent "l'ordre public" et la démocratie, les médias exhibent les violences et les destructions symboliques des "casseurs". Cela a également pour effet de diviser les manifestants, de générer de la méfiance au sein de la classe ouvrière et surtout d'étouffer, par l'amalgame, la moindre idée de solidarité et de perspective révolutionnaire. Ainsi, loin d'ébranler le système, ces phénomènes permettent à la bourgeoisie d'exploiter leurs actions pour imprimer sa volonté de discréditer toute forme de lutte contre l'État mais surtout de mieux dé-

former la perspective révolutionnaire. Les manifestations de violence actuelles sont à la fois le reflet d'une faiblesse de la lutte de classe et le produit d'une décomposition sociale que l'État et son gouvernement utilisent en s'appuyant sur la désorientation de notre classe, pour développer une ambiance pouvant donner libre cours à des comportements propres aux couches sociales sans avenir, frustrées et incapables d'opposer à la barbarie du capitalisme d'autre perspective que la rage aveugle et nihiliste. Les actes de minorités révoltées (telle que l'agression au cocktail Molotov, le 18 mai dernier, de deux policiers dans leur véhicule, en marge d'un rassemblement totalement téléguilé par l'État pour dénoncer la "haine anti-flics") expriment un certain désespoir et sont animés par un esprit de haine et de vengeance. Ces jeunes tombent ainsi dans un piège, celui de la spirale d'un déchaînement de violence aveugle.

Tout au long de son existence comme à travers son expérience, le mouvement ouvrier a démontré que la construction et la manifestation d'un véritable rapport de forces avec son ennemi de classe s'engage sur un tout autre chemin et avec des méthodes radicalement à l'opposé. Pour ne prendre que quelques exemples : durant l'été 1980 en Pologne, face aux menaces de répression, les ouvriers s'étaient immédiatement mobilisés massivement par-delà les secteurs dans les villes de Gdansk, Gdynia et Sopot, faisant reculer le gouvernement. Lorsque l'État menaçait d'intervenir militairement pour réprimer, les ouvriers de Lublin, solidaires, menacèrent à leur tour de paralyser les transports, les chemins de fers qui reliaient les casernes russes en RDA au reste de l'Union soviétique. L'État polonais avait fini par reculer. Face aux répressions passées des années 1970 et 1976, la réponse ouvrière n'avait pas été celle de la vengeance, de la violence, mais celle du souvenir et de la solidarité (6). Plus récemment en France, dans un contexte différent, au moment de la lutte contre le CPE en 2006, la jeunesse prolétarisée des universités avait pris en main ses luttes en organisant des assemblées générales ouvertes à tous pour étendre le mouvement. Le gouvernement Villepin, craignant l'extension, dut reculer. En 2011, lors du mouvement des Indignés en Espagne, les gens s'étaient réunis dans des assemblées de rue pour discuter, échanger leur expérience et ainsi forger une commune volonté de lutte. La bourgeoisie espagnole a tenté de casser cette dynamique en provoquant des affrontements avec la police et en déchaînant des campagnes médiatiques sur les "casseurs". Mais la force et la confiance accumulées dans les assemblées ouvertes ont permis au prolétariat de répondre par des manifestations massives, en particulier à Barcelone où des milliers de personnes ont plusieurs fois su résister courageusement aux attaques policières.

Ainsi, ce n'est pas la violence en soi, l'esprit de revanche, l'action coup-de-poing minoritaire et isolée qui crée la puissance d'un mouvement face à l'État capitaliste mais au contraire une dynamique d'actions conscientes dans la perspective de son renversement et de sa destruction.

La force de notre classe réside donc précisément dans sa capacité à opposer à la provocation policière sa massivité et sa conscience.

Le pourrissement sur pied du capitalisme, générant une tendance à la fragmentation du tissu social et dévalorisant tout effort de pensée et de ré-

flexion cohérente, poussant à "l'action pour l'action" et aux solutions simples et immédiates (7), alimentées par un ras-le-bol et des rancœurs accumulées, un esprit de revanche, favorisent l'élan de groupuscules qui agissent d'autant plus facilement qu'ils sont eux aussi la proie choisie des provocations et manipulations policières. Les éléments les plus violents sont souvent le produit décomposé d'individus issus des couches petites-bourgeoises ou d'une *intelligentsia* parfois déclassée, connaissant une révolte exacerbée face à la barbarie du système capitaliste. Sans avenir, leurs actions marquées par l'individualisme, l'aveuglement de la haine et l'impatience, sont les expressions d'impulsions immédiates, souvent sans véritable but à atteindre. On retrouve ainsi les mêmes racines nihilistes qui poussent par exemple les jeunes qui partent pour le djihad et certains de ces "autonomes" vers la violence pure, la fascination pour la casse et les destructions. Ce n'est donc pas un hasard si les autorités utilisent et laissent délibérément entrer ces "casseurs" dans les manifestations, aidés en cela par les supplétifs de la police que sont les "gros bras" qui composent le service d'ordre syndical, notamment celui de la CGT, pour pourrir toute expression de lutte.

Cette réalité sociale correspond bien aujourd'hui à une situation où l'État se sent suffisamment fort pour porter ses attaques brutales contre la classe ouvrière tout en pouvant disqualifier toute idée de perspective révolutionnaire. La bourgeoisie utilise les violences et les saccages pour faire peur et recréabiliser en partie l'action syndicale, pour rabattre "faute de mieux" certains ouvriers combattifs vers les syndicats qui, malgré la méfiance dont ils font l'objet, apparaissent comme les seuls capables "d'organiser et mener la lutte". Une telle situation ne fait qu'affaiblir les consciences en redonnant le blason de ces saboteurs de la lutte, accentuer l'exposition à la répression, renforcer la terreur étatique par la surveillance et le flicage.

Qu'est-ce qu'une perspective révolutionnaire ?

Un authentique mouvement de la classe ouvrière n'a rien à voir avec ces fausses alternatives à l'encadrement des syndicats officiels, aux violences "émeutières" qui ne font que conduire ceux qui veulent vraiment lutter, notamment les jeunes présents dans les manifestations, vers le néant politique et la répression. Ce qui, *a contrario*, caractérise la nature du combat ouvrier, c'est la solidarité, la recherche de l'unité dans la lutte, la volonté de combattre le plus massivement possible contre l'exploitation capitaliste. L'essence de ce combat est celle de l'unification des luttes, celle d'un point de vue international faisant l'union de tous, chômeurs, actifs, jeunes, vieux, retraités, etc., une forte mobilisation capable de rallier toutes les autres couches de la société victimes des souffrances générées par le système. Cela, afin de créer un véritable rapport de force capable de faire reculer la bourgeoisie et ses attaques et de retenir le bras de la répression de l'appareil d'État. C'est bien cette mobilisation en grand nombre, avec une réelle prise en main par les ouvriers eux-mêmes, générant une autonomie de classe basée sur la confiance, qui peut seule avoir la capacité de faire reculer l'État et la bourgeoisie. L'arme principale de cette lutte est avant tout son caractère solidaire et massif, son unité et sa conscience, sa volonté de faire la clarté maximale sur les

7) À l'image des slogans entonnés : "Nous devons détester la police" ou "Tous les flics sont des bâtarde".

2) Marx, *Le Capital*, livre I.

3) L'opéraïsme est un courant "ouvriériste" apparu en 1961 autour de la revue *Quaderni Rossi*. Mario Tronti et Toni Negri en étaient les principaux théoriciens. En 1969, le courant opéraïste se divisa en deux organisations rivales : *Potere Operaio* et *Lotta Continua*. À partir de 1972, les opéraïstes s'engagèrent dans le mouvement autonome prônant les émeutes et les actions violentes dites "exemplaires".

4) Cette brochure se serait vendue à plus de 40000 exemplaires.

5) Comme ce fut, par exemple, le cas pour les policiers démasqués en Espagne par les manifestants eux-mêmes lors du mouvement des Indignés en 2011. En France, l'infiltration des manifestations par des policiers de la BAC chargés d'exciter les foules est de notoriété publique.

6) Les ouvriers avaient parmi leurs revendications demandé un monument pour commémorer leurs morts, les victimes de la répression sanglante des mouvements précédents en 1970-71 et en 1976.

1) Lénine, *L'État et la révolution*.

visage de l'État démocratique !

moyens et les buts du combat. C'est pour cela que la classe ouvrière ne recherche pas d'emblée à utiliser la violence pour créer un rapport de forces face à la classe dominante, mais s'appuie d'abord sur son nombre et son unité.

La lutte du prolétariat n'a rien à voir avec les escarmouches et les heurts filmés par les journalistes. Loin des impasses et de l'instrumentalisation auxquelles nous assistons, son combat historique et international repose au contraire sur son action consciente et massive. Elle incarne un vaste projet dont la dimension culturelle et morale

contient en germe l'émancipation de toute l'humanité. Comme classe exploitée, le prolétariat n'a aucun privilège à défendre et que des chaînes à perdre. C'est pour cela, par exemple, que dans le programme de la Ligue spartakiste, rédigé par Rosa Luxemburg, le point 3 énonce que : "pour atteindre ses buts, la révolution prolétarienne n'a pas besoin de terreur; elle hait et méprise l'assassinat des hommes. Elle n'a pas besoin de ces moyens de lutte, car elle ne combat pas des individus mais des institutions". Le projet d'épanouissement social de tous et de chacun, par son esprit de solidarité et

de lutte collective, préfigure la véritable communauté humaine mondiale du futur. Sa lutte n'est pas celle d'un état-major qui dirige du sommet à la base mais prend la forme d'une résistance consciente, faite d'initiatives multiples et créatrices : "La grève de masse (...) voit tantôt la vague du mouvement envahir tout l'Empire, tantôt se diviser en un réseau infini de minces ruisseaux; tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se perd dans la terre. Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des

secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades – toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants"⁽⁸⁾. Cet élan vivant, libérateur, s'exprimant par la grève de masse puis les conseils ouvriers devant mener à l'insurrection, est une des conditions de la prise du pouvoir à l'échelle internationale. Pour l'instant,

8) R. Luxemburg, Grève de masse, Parti et Syndicats.

cette perspective n'est pas à la portée du prolétariat qui est bien trop faible. Bien que non défait, il n'a pas la force suffisante pour s'affirmer et a besoin d'abord de prendre conscience de lui-même, de renouer avec sa propre expérience et son histoire. La révolution n'a rien d'immédiat et d'inéluctable. Un long et difficile chemin, chaotique, semé d'embûches, reste encore à parcourir. Un véritable bouleversement des esprits doit encore s'opérer en profondeur avant de pouvoir imaginer l'affirmation d'une perspective révolutionnaire.

EG-WH, 26 juin 2016

INONDATIONS EN FRANCE

La société bourgeoise est la principale responsable des catastrophes !

Au mois de mai dernier, une partie de l'Europe a été marquée par de fortes précipitations. Ces intempéries ont touché essentiellement l'Allemagne, la France, la Belgique et une partie de l'Europe centrale, faisant au moins dix-neuf morts et causant d'importants dégâts matériels d'un montant de près d'un milliard d'euros.

Au début du mois de juin, lors d'un Conseil des ministres, le Premier ministre Manuel Valls et son ministre de l'Intérieur ont salué "l'intervention des services de l'État, totalement mobilisés pour venir en aide aux populations sinistrées" avant de mettre en œuvre une prétendue "solidarité" en débloquent "plusieurs millions d'euros" visant à aider les personnes "sans ressources ayant tout perdu". On voit ici toute l'hypocrisie et le cynisme du gouvernement qui prétend racheter le malheur et le désarroi de ces populations qui, du jour au lendemain, perdent leur maison, leur voiture, leurs biens de première nécessité, mais surtout leurs amis ou des membres de leur famille. Car ce gouvernement a voulu nous faire croire que cette "catastrophe" a été maîtrisée, que les victimes ont bien été prises en charge, ce qui aurait permis de limiter le nombre de disparus. Mais dix-neuf morts dans des inondations touchant l'une des zones les plus développées du monde, c'est dix-neuf morts de trop !

Alors que les puissances capitalistes, comme la France ou l'Allemagne, sont capables de déployer des moyens technologiques inouïs dans le domaine militaire par exemple, elles ne voient aucun intérêt à prendre des mesures durables pour éviter de telles catastrophes, dès lors que ce n'est pas rentable. En Allemagne, où ces inondations ont fait le plus de morts (onze au total), les experts soulignent l'archaïsme des infrastructures berlinoises et la mise en œuvre d'un programme de protection rendue compliquée par des conflits d'intérêts entre les différents acteurs⁽¹⁾. Ce seul exemple montre le côté suicidaire de ce système, incapable de voir ce qui est bénéfique au développement de l'humanité.

Bien entendu, on ne peut pas rendre le capitalisme totalement responsable de la météo d'autant plus que le réchauffement climatique ne semble pas avoir joué un rôle primordial dans ces intempéries. En revanche, cet événement démontre une nouvelle fois "l'incapacité de la civilisation bour-

geoise à organiser une protection efficace dans la mesure où la prévention n'est pas une activité rentable"⁽²⁾. Le désintérêt du capitalisme envers tout ce qui ne génère pas du profit rend la société extrêmement vulnérable et démunie face à ce genre de catastrophes, beaucoup plus sociales que naturelles.

L'une des grandes tendances historiques du capitalisme réside dans l'urbanisation du monde. Désormais, des millions de personnes s'agglutinent dans de grandes agglomérations pour servir de main-d'œuvre. Cette concentration nécessite la construction effrénée de bâtiments et d'infrastructures (parking, lotissements, zones commerciales et industrielles, routes, zones de loisirs). Dès lors, cette "bétonisation" anarchique provoque l'imperméabilité des sols et accentue la ruissellement, ce qui accroît le débit de l'eau. La "canalisation" de certains fleuves, comme la Seine par exemple, ne permet plus au tissu végétal d'absorber les quantités d'eau qui peuvent tomber en quelques jours. Ce phénomène est aggravé par l'irresponsabilité des promoteurs immobiliers et des autorités publiques qui, obnubilés par les gains financiers, ne cessent d'ériger des logements, y compris sur des zones inondables, sans se soucier le moins du monde des répercussions que cela peut entraîner sur les populations.

Dans un précédent article⁽³⁾, nous insistions sur la multiplication de ces catastrophes pseudo-naturelles ainsi que sur l'augmentation du nombre de victimes. Entre 1994 et 2013, environ 6800 catastrophes naturelles ont coûté la vie à 1,35 millions de personnes.

Si la fréquence des phénomènes géophysiques (séismes, éruptions volcaniques, tsunami, etc.) reste constante, celle des catastrophes liées au climat (inondations, tempêtes) ne cesse d'augmenter⁽⁴⁾. Le GIEC⁽⁵⁾ souligne que l'augmentation de ces précipitations extrêmes et des inondations est causée en grande partie par le dérèglement climatique. L'actualité de ces dernières semaines voit ces assertions se vérifier. Le 23 juin, au moins 26 personnes ont trouvé la mort

2) Amedeo Bordiga, *Espèce humaine et croûte terrestre*, Petite bibliothèque Payot, 1978.

3) "Intempéries, tremblements de terre, inondations... catastrophes "naturelles" ? Non, catastrophes capitalistes !", *Révolution internationale* n° 455.

4) D'après l'EM-DAT (la base internationale de données sur les situations d'urgence).

5) Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat.

en Virginie-Occidentale. Quelques jours avant, au moins 22 personnes périssaient dans le centre de la Chine et près de 200 000 personnes ont dû être déplacées. Le séisme qui a dévasté l'Équateur en avril dernier a fait 646 morts et plus de 26 000 personnes sans logements⁽⁶⁾. Ces quelques

6) Voir à ce sujet l'article écrit par nos camarades en Equateur sur notre site en espagnol : <http://es.internationalism.org/ccionline/201605/4159/la-solidaridad-no-es-una-cuestion-de-todos> dont la traduction en français paraîtra prochainement également sur notre site.

suite de la page 1

Mouvement social en France

de la paralysie du secteur pétrolier a été plus faible qu'en 2010, mais cela a constitué un puissant facteur de division au sein de la classe ouvrière. D'un côté, les secteurs les plus combattifs se sont trouvés enfermés derrière des barrières dérisoires, coupés du reste de leur classe, à la merci de la répression policière; de l'autre, des ouvriers mécontents mais dans l'expectative, peu impliqués dans un mouvement social qui leur échappe complètement et qui sont parfois exaspérés par des grèves à répétition dans les transports, par des blocages qui les pénalisent en priorité.

La CGT et l'ensemble des syndicats dits "combattifs" ne sont pas soudainement devenus "révolutionnaires", pas plus qu'ils ne se battent pour la défense des intérêts ouvriers. Avec la décadence du système capitaliste, les syndicats, dont la raison d'être originelle (l'aménagement de l'exploitation capitaliste) est profondément conservatrice, sont devenus un rouage essentiel de l'appareil étatique qui a pour objectif d'enfermer la classe ouvrière sur le terrain de la négociation afin de saboter les luttes et la conscience ouvrière, d'étouffer toute perspective révolutionnaire. Le rôle fondamental des syndicats, depuis près d'un siècle et leur passage dans le camp bourgeois, c'est la division et le cloisonnement des luttes pour saper tout mouvement de masse susceptible de remettre en cause l'ordre capitaliste⁽³⁾. Le radicalisme actuel des syndicats leur sert donc à faire oublier leur complicité directe dans les attaques portées depuis des décennies par le

3) Voir notre brochure, *Les syndicats contre la classe ouvrière*.

exemples montrent la contradiction de plus en plus flagrante entre la société capitaliste et la nature. Désormais incapable de favoriser le progrès général de l'humanité, la bourgeoisie gère ces catastrophes à la fois avec cynisme et impuissance.

Pour le moment, la classe ouvrière encaisse ces chocs avec fatalisme et désarroi. Son incapacité à identifier le vrai responsable de ces drames à répétition l'empêche de s'indigner et de transformer ces épreuves en un élan

de combativité contre la société bourgeoise. Pourtant, la survie du capitalisme en décomposition ne peut rendre ces drames que plus fréquents et meurtriers et encourager la plongée de l'humanité dans le chaos. Seule l'instauration d'une société où le travail sera tourné vers les propres besoins de la communauté humaine mondiale pourra permettre un pas supplémentaire dans le développement de l'humanité, en harmonie avec la nature.

FP, 1^{er} juillet 2016

1) "L'Allemagne face aux difficultés de prévenir les inondations", *La Croix*, 2 juin 2016.

Des difficultés croissantes et pour la classe



Pour la classe ouvrière, les possibilités d'un changement social ne résident pas dans un processus électoral et démocratique du capitalisme...

Lorsque 52 % des votants au référendum en Grande-Bretagne sur le maintien du pays dans l'Union européenne ont choisi la porte de sortie, ceci n'était pas un événement isolé mais un exemple supplémentaire du poids grandissant de populisme. Cela se voit aux États-Unis dans le soutien à Donald Trump dans la bataille pour la présidence du pays, en Allemagne avec l'apparition de forces politiques à la droite des Démocrates chrétiens (Pegida et Alternative für Deutschland), aux dernières élections présidentielles en Autriche où les Sociaux-démocrates comme les Démocrates chrétiens ont été dépassés par la concurrence entre les Verts et la droite populiste, en France, avec la montée en puissance continue du Front national, en Italie, avec le mouvement Cinq Étoiles ou encore à travers les gouvernements actuels en Pologne et en Hongrie.

Le populisme n'est pas un acteur de plus dans le jeu politique entre partis de gauche et de droite ; il doit son existence à un mécontentement très répandu qui ne trouve aucun autre moyen de s'exprimer. Il se place entièrement sur le terrain bourgeois et s'appuie sur un rejet des élites et de l'immigration, comme sur une méfiance envers les promesses et l'austérité de la gauche et de la droite, exprimant ainsi une perte de confiance à l'égard des institutions de la société et l'incapacité de reconnaître l'alternative révolutionnaire de la classe ouvrière.

Dans nos "Thèses sur la décomposition" publiées en 1990, nous parlions déjà de "... cette tendance générale à la perte de contrôle par la bourgeoisie de la conduite de sa politique", et "la perte du contrôle sur sa propre stratégie politique". Bien que l'utilisation de la démocratie ait été un outil et une idéologie très efficaces pour la classe capitaliste, lui permettant de maintenir son contrôle de la situation politique, la montée du populisme traduit la tendance latente à ce qu'émergent de plus en plus de difficultés pour la classe capitaliste.

A un certain niveau, la montée du populisme renforce la démocratie : les

mécontents se rallient aux partis populistes, alors que d'autres s'y opposent farouchement. Cependant, le vote en Grande-Bretagne pour "Sortir" (*Leave*) de l'Union européenne nous rappelle les difficultés que le populisme peut engendrer pour le contrôle politique de la bourgeoisie. La classe dominante utilise la démocratie pour essayer de légitimer son règne, mais le populisme mine ses tentatives de maintenir cette légitimité. Le populisme pose des problèmes à l'ensemble de la bourgeoisie parce que son développement provoque des bouleversements imprévisibles du "bon fonctionnement de la démocratie".

La bourgeoisie britannique face au problème du populisme

Nous avons souvent, à juste titre, souligné que la bourgeoisie britannique est la plus expérimentée au monde, capable de manœuvrer sur les plans diplomatique, politique, et électoral à tel point que les autres États capitalistes de toute la planète l'envient. Or, le vote pour le Brexit remet en cause ces capacités.

Bien que le capitalisme au Royaume-Uni ait une longue tradition de l'utilisation des élections, il n'a que rarement eu recours à des référendums. Après celui pour l'adhésion à la CEE (le prédécesseur de l'Union européenne actuelle) en 1975 et mis à part des référendums locaux en Irlande du Nord, au Pays de Galles et en Écosse, avant cette année, il n'y avait eu que celui sur la modification du système de vote parlementaire en 2011. Éviter les référendums est une politique sage pour la bourgeoisie, puisqu'il y a toujours le danger que le vote soit utilisé comme moyen de protestation à propos de n'importe quoi. En fait, la mise en place de ce référendum sur le Brexit par David Cameron était une immense erreur de calcul compte tenu de la croissance du populisme. Loin d'être limité à une bataille avec l'UKIP (1) et les Conservateurs eurosceptiques,

1) United Kingdom Independence Party, un parti de droite britannique fondé essentiellement sur un programme de sortie de l'UE.

des gens de toute obédience politique étaient attirés dans la bagarre. Ceci explique aussi la faiblesse de la campagne pour "Rester" (*Remain*) dans l'UE qui présentait des arguments de bon sens et des considérations rationnelles (du point de vue capitaliste), alors que la campagne "Sortir" a fait appel, avec davantage de succès, aux émotions irrationnelles.

Les "Brexitistes" ont personnalisé le débat en ciblant les riches Cameron et Osborne (2) qui ne comprenaient pas les soucis des gens ordinaires ; en disant que les gens en avaient marre des experts, et qu'ils devaient faire confiance à leurs pulsions tout en pointant l'immigration comme un problème, aggravé de surcroît par l'appartenance à l'UE. Ils ont aussi promis 350 millions de Livres supplémentaires par semaine pour le NHS (3), disant après coup qu'il s'agissait d'une "erreur". Face à cela, la campagne "Rester" appuyait ses arguments sur le besoin de continuer de profiter de l'appartenance à l'UE, affichait les analyses d'une armée d'économistes et relayait les témoignages de nombreux hommes d'affaires reconnaissant l'importance de l'UE. Lorsque la campagne "Rester" parlait de l'immigration, elle était d'accord avec les "Brexitistes" pour dire que c'était un problème mais insistait sur le fait que le cadre de l'UE offrait la meilleure garantie pour limiter l'arrivée de gens à la recherche d'un emploi ou tout simplement venant sauver leur peau.

Les conséquences prévisibles et imprévisibles du Brexit

Après le référendum, il n'y aura pas de "retour à la normale". Aucun parti n'avait prévu de plan en cas de victoire du *Leave*. Quoi qu'il arrive, ce seront ceux qui souffrent déjà qui souffriront le plus. Alors qu'Osborne annonçait rapidement une baisse de l'impôt sur les entreprises afin d'attirer les investisseurs en Grande-Bretagne, il est clair que c'est la classe ouvrière qui subira les pires attaques. Sur le plan économique, il y a eu beaucoup de spéculations sur ce qui va se passer désormais. Comment le capitalisme peut-il au mieux défendre ses intérêts ? Comment les pays de l'UE peuvent le mieux se défendre contre les dommages collatéraux du résultat du référendum ? Les répercussions sont

- 2) Ministre des Finances du gouvernement Cameron.
- 3) National Health Service (services de santé).

évidemment internationales. Bien sûr, il y aura des tentatives d'en limiter l'impact sur l'UE. Les dangers d'une contagion du Brexit vers d'autres pays sont réels. Une sortie complète de la Grande-Bretagne pourrait renforcer ces forces centrifuges.

Une autre perspective est le renforcement des tendances séparatistes. Suite au vote écossais largement majoritaire pour "Rester" et aux élections parlementaires de 2015 à l'issue desquelles presque tous les députés écossais appartenaient au SNP (4), il existe la possibilité d'une perte de contrôle encore plus grande au point même de mettre en danger l'unité du Royaume-Uni. La situation est différente en Irlande du Nord, mais là aussi la majorité était pour "Rester", ce qui pourrait créer des difficultés supplémentaires pour le Royaume-Uni.

Sur le plan politique, il y aura de nouvelles alliances et il n'y a aucune garantie que nous verrons un retour à la division classique entre la Gauche et la Droite. Les choses ne vont pas se calmer si facilement après toutes les luttes intestines au sein du Parti conservateur. Le gouvernement conservateur était profondément divisé par la campagne et suite au référendum la bagarre entre Gove (5) et Johnson (6) a révélé encore plus de divisions dans le camp du Brexit. Des deux candidates pour la direction du Parti conservateur, Theresa May (7) était du côté "Rester" mais dit main-

4) Scottish National Party (Parti nationaliste écossais)

5) Michael Gove, ministre de la Justice dans le gouvernement Cameron.

6) Boris Johnson, ancien maire de Londres jusqu'aux dernières élections municipales.

7) Secrétaire d'État à l'Intérieur dans le gouvernement Cameron

tenant que "Brexit veut dire Brexit" alors qu'Andrea Leadsom déclarait en 2013 qu'une sortie de l'Europe "serait une catastrophe pour notre économie", mais elle a rejoint la campagne pour "Sortir" en 2016 (8).

La situation au sein du Parti travailliste reflète bien les difficultés politiques auxquelles est confrontée la bourgeoisie. Ce parti n'est pas au gouvernement, mais son rôle dans l'opposition est important et il doit se préparer pour l'avenir lorsque la classe ouvrière se mettra à bouger. Il y a un fossé entre les députés travaillistes qui ne soutiennent pas Corbyn en tant que dirigeant, et les militants du parti qui l'ont élu (9). Les syndicats, quant à eux, ne sont pas unis, mais ils joueront un rôle dans la situation et pas forcément dans le sens de la stabilité.

Le résultat du référendum en Grande-Bretagne est un fait majeur qui inquiète la bourgeoisie des autres pays. Si la bourgeoisie britannique, droite et gauche confondues, a du mal à maîtriser le populisme, alors ce sera pareil dans tous les États. Si la démocratie est un des principaux moyens pour contenir et dévoyer les poussées de la classe ouvrière et d'autres couches sociales, la force du populisme montre que le contrôle du processus

8) Depuis que cet article a été écrit, Gove et Leadsom se sont retirés de la course, laissant Theresa May comme nouveau dirigeant du Parti conservateur. Selon la constitution britannique elle devient donc automatiquement Premier ministre.

9) Les dirigeants du Parti travailliste sont élus selon un système qui inclut les voix des membres des syndicats affiliés au Parti ainsi que celles des militants ayant rejoint le Parti individuellement. Jeremy Corbyn était élu suite à la défaite de son prédécesseur Ed Milliband dans les élections parlementaires de 2015. Fortement marqué à gauche, il a reçu le soutien en particulier d'un grand nombre de jeunes qui venaient tout juste de s'inscrire au Parti.



workers of the world, unite!

International Communist Current in Britain July/Aug/Sept 2016 N°374 £1 en.internationalism.org

world revolution

EU, Brexit, populism: Against nationalism in all its forms!

"The communists are further reproached with desiring to abolish countries and nationalities. The workers have no country. They cannot take from those who have not got". (Communist Manifesto, 1848)

Capitalism, the system of exploitation which raises the proletariat, cannot maintain itself by force and violence alone. It cannot do without the exploited that their best interests lie in being up behind their own exploiters. Exactly a hundred years ago, hundreds of thousands of workers from Britain, France, Germany and other countries, the Battle of the Somme, paid the ultimate price for believing the basic lie of their class – that the workers should "fight for their country", which could only mean fighting and dying for the interests of the ruling class. The horrible massacres of World War One proved once and for all that nationalism is the deadliest ideological enemy of the working class.

Today, after decades of attacks on living standards, the break-up of industries and communities, of financial shocks and austerity packages, and of a whole series of deflated struggles, the working class is being subjected to a new tidal wave of nationalist poison in the form of the populist campaigns of Trump in the USA, Le Pen in France, the Brexiters in Britain and many other central capitalist countries. These campaigns are openly basing themselves on the real disorientation and anger within the working class, on growing frustration about the lack of jobs, housing, healthcare, on widespread feelings of powerlessness in the face of imperialist, global forces. But the very last thing these campaigns want workers to do is to think critically about the real causes of all these misdeeds. On the contrary, the function of populism is to divert any attempt to understand the complex and apparently mysterious social system that governs our lives and to come up with a far simpler solution: look for someone to blame.

Blame the elites, they scream: the greedy bankers, the corrupt politicians, the shabby bourgeoisie who run the EU and so on all up in red tape and regulations. And all these figures are indeed part of the ruling class and play their part in ramping up exploitation and destroying jobs and factories. But "blaming the elites" is a diversion of class consciousness, not the real thing, and the trick can be exposed by asking the questions: who

British nationalism versus Euro nationalism: false alternative for the working class

is peddling this new anti-elitism? And you only have to look at Donald Trump or the leaders of the Brexit campaign, or the mass media who support them, to see that this kind of anti-elitism is being sold by another part of the elite. In the 1930s, the Nazis used the same trick, expunging a certain international elite of Jewish financiers for the devastating effects of the world economic crisis, and pulling workers behind a facade of the national economy. The Nazi propaganda minister Goebbels once said that the bigger the lie, the better the chance of its success, and the claim to stand for the little guy against the elite, mouthed by politicians like the billionaire Trump, is a lie worthy of Goebbels himself.

But above all, the target of the new nationalism is not a section of the rich but the most oppressed layers of the working class itself, the most direct victims of capitalism's economic crisis, its savage imperialist wars, its devastation of the environment – the mass of economic migrants and war refugees driven towards the central capitalist countries in search of a respite from poverty and mass murder. Another "simple" solution offered by the populists: if we could stop them coming, if we could kick them out, there would obviously be more to go around, a better chance for the "native" workers to find jobs and housing. But this apparent common sense obscures the fact that unemployment and homelessness are products of the workings of the world capitalist system, of "market forces" that cannot be blocked by walls or border guards, and that the migrants and refugees are being pushed by the same capitalist drive for profit which closes down factories in the old industrial regions and displaces whole sectors of production to the other side of the world where labour is cheaper.

Faced with a system of exploitation that is by nature planetary in its reach, the exploited can only defend themselves by uniting across all national divisions, by forming themselves into an international power against the international power of capital. And in direct opposition to this need is the tactic of divide and rule, which is used by all capitalist parties and factions, but which has been pushed to an extreme by the populists. When one group of workers sees the cause of their problems in other workers, when they see their interests being upheld by parties which call for tough measures against immigrants, they give up the possibility of defending themselves, and they weaken the prospect of resistance by the working class as a whole.

False alternatives to populism

Behind the anti-immigrant rhetoric of the populists lies the very real threat of violence, of the pogrom. In countries like Greece and Hungary, the toxic hatred of foreigners, the rise of far-right organisations and anti-Semitism have engendered out and out fascist groupings that are willing to terrorise and murder migrants and refugees – the Golden Dawn in Greece, Jobbik in Hungary, and the far-right could easily be extended. In Britain after

Continued on page 2

Inside this issue

Brexit, populism: growing difficulties for the bourgeoisie and the working class 2

Chilcot: clearing up the image of the bourgeoisie state 3

Struggle against new labour laws in France 3

Regression shows face of democratic state 4

France: union "realisation" helps improve attacks 5

Philippine election: Duterte, the last of the strong men and weakness of the working class 6

UK of the 1930s 7

Migrants and refugees, victims of capitalist decline, part 2: the cold war 8

Sortir pour la bourgeoisie face à la classe ouvrière

démocratique par la bourgeoisie a ses limites et ne suit pas toujours la volonté de ses fractions les plus éclairées.

La classe ouvrière face au populisme

Une des raisons de la montée du populisme est la faiblesse de la classe ouvrière sur le plan de ses luttes, de sa conscience et de la compréhension de sa propre identité. Si la classe ouvrière se reconnaissait comme étant capable de présenter une alternative au capitalisme, ce serait un facteur déterminant dans la perspective de l'édification d'une réelle communauté humaine. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui.

En plus de cela, beaucoup d'ouvriers se sont laissés bernés par le populisme, trompés par l'idée que "le peuple" doit se dresser contre "les élites". Il est significatif que les ouvriers ont eu plus tendance à voter "Sortir" dans les vieilles régions industrielles qui ont été les plus appauvries et négligées. Le Parti travailliste a pensé que le soutien des ouvriers dans ces régions lui était acquis, mais bien que la majorité de l'électorat travailliste ait voté pour "Rester", une minorité significative a voté dans le sens inverse. Ce sont ces secteurs de la classe ouvrière qui ont le plus souffert des politiques "néo-libérales" qui ont démantelé des pans entiers d'in-

dustrie dans les anciens pays centraux du capitalisme, qui ont transformé le marché du logement en une arène de spéculation débridée⁽¹⁾, et qui ensuite ont proposé l'austérité comme le seul remède permettant d'éviter une désintégration du système financier international.

Face à ces attaques, souvent présentées comme les agissements d'une sorte "d'internationale" capitaliste, il n'est pas étonnant que de larges secteurs de la classe ouvrière ressentent une réelle colère contre les élites, qui

10) Ceci se réfère notamment à la politique introduite par Thatcher, qui donnait aux locataires des HLM appartenant aux municipalités, le droit d'acheter leur logement.

en elle-même ne mène nullement à un développement de la conscience de classe. L'attraction exercée par des démagogues populistes est due au fait qu'ils proposent concrètement des cibles faciles sur lesquelles rejeter la faute : l'UE, une élite de la métropole londonienne, les immigrés, les étrangers, etc. Le capitalisme génère une perception abstraite et déformée de la réalité, ce qui explique que les populistes peuvent changer de cible comme ils changent de chemise : les réglementations de l'UE, le terrorisme islamiste, la globalisation, les riches parasites... Le populisme représente un danger pour la classe ouvrière car il n'a pas besoin d'être cohérent pour

être efficace. C'est un défi majeur pour les révolutionnaires d'analyser la signification de tout ce phénomène et nous ne faisons qu'entamer ce travail.

Le référendum en Grande-Bretagne, à la fois sa campagne et son résultat, n'est qu'une expression d'une situation mouvante, directement influencée par la montée du populisme. C'est un problème qui ne peut qu'empirer tant que le prolétariat ne comprendra pas son rôle historique en tant que classe exploitée ayant la capacité de renverser le capitalisme et de mettre en place une communauté humaine mondiale.

Car, 9 juillet 2016

suite de la page 1

UE, Brexit, populisme...

voir Donald Trump, les dirigeants de la campagne du Brexit ou les médias qui les soutiennent; pour constater que cette espèce d'anti-élitisme est l'œuvre d'une autre partie de l'élite elle-même. Dans les années 1930, les nazis se sont servis d'une escroquerie analogue, prenant comme boucs-émissaires une supposée "élite internationale de financiers juifs", sur qui ils rejetaient toute la responsabilité des effets dévastateurs de la crise économique mondiale, afin d'attirer les ouvriers derrière une fraction de la classe dominante qui prétendait défendre les "véritables intérêts de l'économie nationale". Josef Goebbels, le ministre de la propagande nazie, a dit une fois que "plus un mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru". Et quand des politiciens de l'acabit du milliardaire Trump prétendent défendre "le petit peuple" contre l'élite, il s'agit là d'un mensonge digne de la propagande de Goebbels lui-même.

Mais cette nouvelle campagne nationaliste ne vise pas seulement une fraction parmi les riches, elle cible surtout les couches les plus opprimées de la classe ouvrière elle-même, les victimes les plus immédiates de la crise économique capitaliste, de la barbarie impérialiste et de la destruction de l'environnement. Elle vise notamment la masse des migrants économiques et des réfugiés, poussés vers les pays capitalistes centraux, à la recherche d'un refuge face à la pauvreté et aux tueries de masse. Une autre solution "simple" est proposée par les populistes : si on pouvait les empêcher de venir, si on pouvait les "mettre dehors", les ouvriers "natifs" auraient plus de chances de trouver un emploi et un logement. Mais ce bon sens commun apparent cache le fait que le chômage et le manque de logements sont les produits du fonctionnement du système capitaliste mondial, des "forces du marché" qui ne peuvent être bloquées par des murs ou des gardes-frontières. En réalité, les migrants et les réfugiés sont les victimes du capitalisme au même titre que les prolétaires des vieilles régions industrielles réduits au chômage par les fermetures d'usines ou les délocalisations qui transfèrent la production de l'autre côté du monde où la main-d'œuvre est moins chère.

Face à un système d'exploitation qui est par nature planétaire, les exploités ne peuvent se défendre qu'en s'unissant au-delà et contre toutes les divisions nationales, en forgeant

une puissance internationale face à la puissance internationale du capital. La tactique qui consiste à diviser pour mieux régner, utilisée par tous les partis et toutes les factions capitalistes, poussée à l'extrême par les populistes, va directement à l'encontre de ce besoin. Quand une partie de la classe ouvrière se laisse convaincre de rejeter la responsabilité de ses problèmes sur d'autres ouvriers, quand elle pense que ses intérêts sont défendus par des partis qui exigent des mesures fortes contre l'immigration, elle abandonne toute possibilité de se défendre et elle affaiblit la capacité de résistance de la classe ouvrière dans son ensemble.

Les fausses alternatives au populisme

Derrière la rhétorique anti-immigrés des populistes existe une vraie menace de violence et de pogrom. Dans des pays comme la Grèce ou la Hongrie, la haine toxique des "étrangers", la montée de l'islamophobie et l'antisémitisme ont engendré des groupements carrément fascistes qui sont prêts à terroriser, à assassiner les migrants et les réfugiés : Aube dorée en Grèce, Jobbik en Hongrie, etc., la liste serait encore longue. Depuis la victoire du Brexit en Grande-Bretagne, nous avons assisté à une recrudescence d'attaques, de menaces et d'insultes racistes et xénophobes, par exemple contre les Polonais et autres immigrants de l'UE, ainsi qu'à l'encontre des Noirs et des Asiatiques. Les courants les plus ouvertement racistes sentent ainsi que le moment est venu de faire davantage entendre leur propagande nauséabonde.

Mais l'exemple de la Grande-Bretagne montre qu'il existe également une fausse alternative au populisme qui "reste" (1) prisonnière de l'idéologie capitaliste. La situation politique chaotique créée par la victoire du Brexit (que nous analyserons dans un autre article), la menace croissante à l'encontre des ouvriers immigrés, ont poussé beaucoup de gens bien intentionnés à voter pour le *remain* et à participer, suite au référendum, à des manifestations importantes en faveur de l'UE. Nous avons même vu des anarchistes pānikés face aux expressions ouvertes de racisme encouragées par la campagne pour le Brexit,

oublier leur opposition aux élections capitalistes pour finalement voter en faveur du *remain*.

Voter ou manifester en faveur de l'UE est une autre façon de rester ligoté par la classe dominante. L'UE n'est pas une œuvre charitable mais bien une alliance capitaliste qui impose l'austérité sans merci à la classe ouvrière, comme on peut le voir clairement à travers les exigences imposées aux ouvriers grecs (cela en contrepartie de fonds par l'UE à l'économie grecque en faillite). L'UE n'est certainement pas un gentil protecteur des migrants et des réfugiés. Elle est en faveur de la libre circulation de la main-d'œuvre lorsque cela convient à la rentabilité et elle est tout autant capable de construire des murs de barbelés quand les réfugiés et les migrants sont trop nombreux pour ses besoins, négocie des arrangements sordides pour renvoyer ces réfugiés dont elle ne peut se servir vers les camps dont ils essaient de s'échapper – comme elle l'a fait par son accord récent avec la Turquie.

La tour de Babel nationaliste et le mensonge de la démocratie bourgeoise

La division entre les pro et anti-UE va au-delà de la division politique traditionnelle bourgeoise entre gauche et droite. La campagne pour rester (*remain*) dans l'UE a été menée par une fraction du Parti conservateur et soutenue officiellement par une majorité des Travaillistes et par le SNP (2) en Écosse. La gauche était également divisée entre les pro et anti-UE. Corbyn (3) défendait le *remain*, mais son point de vue idéologique trouve ses origines chez les Travaillistes traditionnels partisans d'une "Grande-Bretagne socialiste", c'est-à-dire d'un îlot de capitalisme d'État autarcique. Il était évident qu'il soutenait la campagne pour Rester avec peu d'enthousiasme. Ses supporters dans le Socialist Workers' Party (4) et autres groupes semblables soutenaient le "Left Exit" (sortie à gauche), un reflet caricatural du camp Brexit. Cette tour de Babel des nationalismes, qu'ils soient pro ou anti-UE, crée un brouillard idéologique de sorte qu'il en émerge seulement les intérêts

2) Parti nationaliste écossais

3) Jeremy Corbyn, dirigeant du Parti travailliste.
4) Le plus important mouvement trotskiste en Grande-Bretagne, qui joue un rôle dans la politique bourgeoise similaire à celui de Lutte ouvrière en France.

de la Grande-Bretagne et ceux du système existant.

Et tous les groupes et partis capitalistes rendent le brouillard encore plus épais en répandant leurs mensonges sur la "démocratie", l'idée que les élections capitalistes peuvent vraiment exprimer "la volonté du peuple". Un élément clé dans la campagne pour "Sortir" (*Leave*) était l'idée de "reprendre le contrôle de notre pays" des mains des bureaucrates étrangers – un pays qui pour l'immense majorité n'a jamais été "à eux" parce qu'il appartient et est contrôlé par une petite minorité qui utilise les institutions démocratiques pour assurer sa domination. Finalement, indépendamment du vainqueur des élections, la classe ouvrière sera toujours exclue du pouvoir et exploitée. L'isoloir démocratique n'est pas – comme la "gauche" le prétend souvent – un moyen pour que la classe ouvrière puisse exprimer sa conscience, même de façon défensive. Les référendums, en particulier, ont depuis toujours été un moyen de mobiliser les forces les plus réactionnaires de la société, ce qui était déjà évident sous le régime dictatorial de Louis-Napoléon Bonaparte en France au XIX^e siècle. Pour toutes ces raisons et malgré les convulsions politiques créées par le vote en faveur du Brexit, le référendum est un "succès" pour la démocratie bourgeoise présentée comme le seul modèle possible de débat politique.

L'alternative ouvrière

Face à un système mondial qui semble déterminé à transformer chaque pays en bunker où seuls les patriotes sont dignes de survie, certains groupes ont défendu le slogan : "À bas les frontières !" ("No borders"). C'est un objectif louable, mais pour se débarrasser des frontières, il faut se débarrasser des États-nations. Et pour se débarrasser de l'État, il faut se débarrasser des rapports sociaux capitalistes qu'il protège. Tout cela nécessite une révolution mondiale des exploités qui établiront une nouvelle forme de pouvoir politique qui démantèlera l'État bourgeois et remplacera la production capitaliste soumise à la loi du profit par la production communiste visant à satisfaire les besoins universels de l'humanité.

Ce but semble infiniment éloigné aujourd'hui, la décomposition progressive de la société capitaliste – surtout sa tendance à emporter la classe ouvrière dans sa propre chute

matérielle et sa déchéance morale – contient le danger que cette perspective soit définitivement perdue. Pourtant, cela reste le seul espoir pour l'avenir de l'humanité et il ne s'agit pas de l'attendre passivement comme on attendrait le Jugement dernier. Les graines de la révolution se trouvent dans le renouveau de la lutte de classe, retrouvant le chemin de la résistance contre les attaques de droite et de gauche, dans les mouvements sociaux contre l'austérité, la répression et la guerre ; dans la lutte pour la solidarité avec tous les exploités et les exclus, dans la défense des ouvriers "étrangers" contre les commandos xénophobes et les pogroms. C'est la seule lutte qui puisse ranimer la perspective d'une communauté mondiale.

Alors que devons-nous faire, nous communistes, en tant que minorité de la classe ouvrière qui reste convaincus que la perspective d'une communauté mondiale humaine est possible ? Nous devons reconnaître que dans la situation actuelle nous neageons totalement à contre-courant. Comme les fractions révolutionnaires du passé qui ont résisté face à la marée de la réaction et de la contre-révolution, nous devons rejeter tout ce qui compromet nos principes révolutionnaires issus de décennies d'expérience de la classe ouvrière. Nous devons insister sur le fait qu'il ne peut y avoir aucun soutien en faveur d'un État capitaliste ou une alliance d'États, aucune concession à l'idéologie nationaliste, aucune illusion sur le fait que la démocratie capitaliste nous offrirait le moyen de nous défendre contre le capitalisme. Nous refusons de participer aux campagnes capitalistes d'un côté ou de l'autre, précisément parce que nous avons la responsabilité de participer à la lutte de classes. D'autant plus que la lutte de la classe ouvrière doit être indépendante de toutes les forces du capitalisme qui cherchent à la dévoyer ou l'embrigader. Face à l'immense confusion et au désarroi qui règne actuellement dans notre classe, nous devons engager un effort théorique sérieux pour comprendre un monde qui devient de plus en plus compliqué et imprévisible. Le travail théorique ne signifie pas s'abstraire de la lutte de classe, il aide à préparer le moment où, comme le disait Marx, la théorie devient une force matérielle en se saisissant des masses.

Amos, 9 juillet 2016

Que défend le livre On vaut mieux que ça?

Dernièrement est sorti un petit livre, aux éditions Flammarion, intitulé : *On vaut mieux que ça*. Ce livre a été rédigé par un collectif du même nom fondé par plusieurs youtubeurs (1) à l'occasion de la loi El Khomri : "Il faut remercier le projet de loi El Khomri. Il a été la goutte d'eau qui a fait éclater notre indignation et il nous a réunis avec d'autres autour de l'initiative : on vaut mieux que ça. Alors que nous étions révoltés mais isolés, ce fut l'occasion d'inscrire notre projet collectif dans un mouvement plus vaste dont il ne fut ni l'initiateur, ni le moteur, ni le cerveau, mais un carburant parmi d'autres." L'autre "carburant" de ce "projet collectif" fut sans doute l'extraordinaire publicité qu'en fit l'ensemble des partis de "gauche" et la presse bourgeoise alors que le mouvement contre la loi El Khomri n'avait pas encore débuté. Comme la mode est à "l'apolitisme", *On vaut mieux que ça* affirme n'avoir aucun "lien avec les politiciens" (2). Que cette affirmation soit sincère ou non, le discours du collectif est quant à lui parfaitement politisé et s'inscrit dans la droite ligne de *Democracia Real Ya!*, d'ATTAC et toute la joyeuse compagnie des réformistes "radicaux" de l'appareil politique bourgeois. Leur ouvrage ne déroge malheureusement pas à la règle.

Pour montrer ce que vivent des millions de gens, les auteurs décrivent les angoisses de ceux qui travaillent, des précaires, de ceux qui sont au chômage, angoisses qui conduisent certains au suicide. La description de ce que vit une grande partie de la population est très parlante. Par contre, on ne trouve pas une seule fois ni le mot "prolétaires", ni le terme "classe ouvrière". En fait, pour le collectif, les travailleurs, les salariés, n'appartiennent pas à une classe sociale. Ils ne sont que des "citoyens" au même titre qu'un commerçant, un patron ou un politicien. Sur le site internet du collectif, il est d'ailleurs souligné : "on invite tout le monde à témoigner : les salariés, les travailleurs, les auto-entrepreneurs, les entrepreneurs, les patrons des petites et moyennes entreprises." La classe ouvrière délayée dans le grand fourre-tout national n'a plus qu'à se constituer, bras dessus bras dessous, avec ses exploités (seulement ceux qui respectent la législation en vigueur!), en somme de "citoyens" inoffensifs.

Quelle est la cause de cette vie indigne et inhumaine où nous ne sommes plus que des choses, un chiffre, une variable qu'on jette comme un kleenex, où l'on nous demande de tenir des cadences qui nous cassent les reins, le dos et qui nous stressent? Le livre tente d'y répondre mais pas une seule fois on ne trouve une référence ou une dénonciation du système capitaliste. Par contre, on retrouve le même discours que les instigateurs des Nuits debout (3), de DRY, d'ATTAC, du Front de Gauche, etc. C'est ainsi qu'on peut lire : "Beaucoup ont cru – même à moitié – que les politiciens (avec leurs discours si bien écrits) seraient nos défenseurs et qu'ils tiendraient les promesses faites la main sur le cœur au moment de nous convaincre de leur confier le pouvoir. Ils allaient sauver le climat, protéger notre santé, assurer notre sécurité, faire reculer le chômage et le monde de la finance. Qu'ont-ils fait? Ce n'est pas qu'ils ont perdu la bataille contre les banques, les lobbies et les grandes en-

treprises, c'est qu'ils ont refusé de combattre. Pire, ils ne se cachent même plus, aujourd'hui, pour sabrer le champagne avec ceux qu'ils qualifiaient, parfois, hier, d'adversaires." Mais pourquoi l'État irait-il mener une "bataille" contre sa raison d'être, la défense à tous prix des rapports de domination capitalistes? En réalité, *On vaut mieux que ça* véhicule l'image d'un "État neutre", "au-dessus des classes" et qui pourrait, à force de bonne volonté, mener la "bataille" pour le bien de... la nation : "Nous rêvons d'un pays qui place ses citoyens au-dessus des critères d'équilibre budgétaire. Nous rêvons d'un pays qui garantisse à tous un environnement sain et durable. Nous rêvons d'un pays construit sur le bon sens, où la valeur des gens passe avant celle des choses. Nous rêvons d'un pays qui protège tous ses enfants sans distinction. Nous rêvons d'un pays qui donne à tous les meilleurs soins, la meilleure nourriture, la meilleure éducation. Nous rêvons d'un pays qui nous encourage à donner le meilleur de nous-mêmes."

On vaut mieux que ça demande ensuite : "Que faire vis-à-vis d'un

système bancal, ou nous ne pouvons plus avoir confiance dans les politiciens pour rendre plus digne et plus humaine nos vies?". Pour le collectif, cela passe par des gestes et des actes de solidarité sur les lieux de travail et dans la vie de tous les jours. Le livre démontre que cette entraide se développe de plus en plus et qu'à travers cette solidarité, "on est de plus en plus nombreux à comprendre qu'on rend déjà le monde plus vivable que ce à quoi leurs décisions nous destinent. Et un plus, on commence à se croiser les uns les autres. Certes, on peut parfois avoir l'impression d'être seul dans cette réalité, mais il suffit de lever les yeux pour reconnaître tous ceux qui la vivent aussi. Notre exaspération et nos aspirations, loin d'être marginales, sont en réalité partagées par une très grande majorité de personnes qui s'y reconnaissent. Nous commençons à comprendre : nous ne sommes pas seuls, nous sommes le monde qui tourne, nous sommes déjà ensemble. En prenant conscience, en nous reconnaissant dans l'autre, nous devenons plus qu'une somme d'individus esseulés. Nous devenons



Au lieu du combat contre le capitalisme, Nuits debout répand le poison de la personnalisation des maux de la société en ciblant quelques représentants du système.

une force créatrice". Si cette entraide peut permettre de ne pas se sentir seul, de se reconnaître dans l'autre parce qu'il vit la même galère, de développer des initiatives créatrices, cela suffit-il à rendre plus digne et plus humaine la vie des exploités? En tant que révolutionnaires, nous ne le pensons pas. Retrouver de la dignité, avoir une vie véritablement humaine n'est possible qu'en luttant dans le but de détruire les rapports sociaux capitalistes, les nations, l'ex-

ploitation d'une classe par une autre, qui sont à la base de cette indigne et inhumaine existence. *On vaut mieux que ça* nous appelle à défendre des valeurs qui ne sont ni plus ni moins que celles de la bourgeoisie : la démocratie, la fausse solidarité de la citoyenneté et de la nation. Une réelle perspective ne passe que par la lutte unie de la classe ouvrière à l'échelle internationale pour une société sans classes : le communisme.

Cealzo, 24 mai 2016

L'EURO DE FOOTBALL ET LE SPORT

Une occasion supplémentaire de diffuser le poison nationaliste

L'Euro de football vient de se terminer et les JO vont débuter. Comme pour toutes les manifestations sportives de ce genre, les médias et les politiciens en ont profité pour accentuer leur propagande nationaliste. En favorisant le chauvinisme et les plus bas instincts patriotards, il n'est pas étonnant de voir de plus en plus souvent les explosions de violence entre "supporters" dans les rues (à Lille et Marseille), comme ce fut le cas au début de cette compétition (notamment entre Russes et Anglais). Ces actes barbares qui se multiplient ne sont que le prolongement de ces idéologies, l'expression d'une société capitaliste en proie à la décomposition sociale. Loin d'être une "fête", le sport est avant tout une entreprise d'abrutissement des masses. Nous renvoyons le lecteur à notre série sur "L'histoire du sport" dont nous publions ci-dessous un court extrait (1) :

La "neutralité politique" du sport est un mythe ! Avec les médias, il ne cesse de cultiver l'identification chauvine, le nationalisme. Le sport est même un véhicule privilégié pour distiller ce poison nocif. Après le traumatisme de la Première Guerre mondiale, "le fossé entre le monde privé et public fut (...) comblé par le sport. Entre les deux guerres, le sport en tant que spectacle de masse fut transformé en une interminable succession de combats de gladiateurs entre des personnes et des équipes symbolisant des États-nations" (2). (...)

Le nationalisme a donc été entretenu en permanence contre les exploités par le rituel et les symboles qui encadraient ces rencontres. La mise en scène sportive à des fins de propagande, contrairement à ce que laisse entendre l'histoire officielle, n'est pas une particularité du nazisme ou du stalinisme, mais une pratique généralisée à tous les pays. Il suffit de se rappeler les protocoles et les fastes d'ouverture des jeux Olympiques de Pékin en 2008 ou de Londres en 2012, ou encore de l'entrée des équipes nationales de football au moment des grandes rencontres, pour s'en convaincre. Les grands shows sportifs permettent de provoquer de fortes émotions collectives guidant facilement les esprits vers un univers de codes et de symboles nationaux : "Ce qui donna au sport une efficacité aussi unique comme moyen d'inculquer un

sentiment national (...) c'est la facilité avec laquelle les individus (...) peuvent s'identifier avec la nation symbolisée" (3). Souvent accompagnées de musiques militaires, les compétitions internationales sont systématiquement précédées ou clôturées par les hymnes : "Ces rapports sont ceux de confrontations de toutes sortes où le prestige national est en jeu ; le rituel sportif est donc à ce niveau un rituel de la confrontation entre nations" (4). Dans ces brefs moments d'unions sacrées, les classes sociales sont "fondues", niées, les spectateurs ouvertement appelés à se lever et à chanter les yeux fixés sur le drapeau national ou sur l'équipe qui l'incarne par ses couleurs. En Afrique du Sud, par exemple, au nom du combat contre l'apartheid, les couleurs de l'équipe de rugby ont ainsi été utilisées par l'ANC de Mandela afin de canaliser la lutte de classe vers la mystification nationale (5). Les grandes victoires sportives peuvent aussi prolonger ce principe de soumission aveugle dans une sorte d'hystérie collective (comme on a pu l'observer lors de la victoire de la sélection espagnole au moment de la Coupe du monde 2010 de football, celle d'Italie, quelques années plus tôt, ou celle de l'équipe de France en 1998...),

3) *Idem*.

4) J.-M. Brohm, *Sociologie politique du sport*, 1976, réédition : Nancy, P.U.N., 1992.

5) Notons qu'on voit désormais ressortir le drapeau national allemand dans les foules lors de rencontres sportives, conformément aux nouvelles ambitions impérialistes allemandes ; cela, après des années de sourdines imposées par un lourd passé.

avec des manifestations de liesse infestées pour l'occasion de drapeaux et de mythes nationaux préfabriqués (6). Finalement, la guerre des titres, des médailles, nation contre nation, essaie d'entretenir, comme au front durant les conflits militaires, cette dépendance des esprits en préparant toujours le terrain de la xénophobie et des violences nationalistes. Le sport incarne bien les intérêts des États, selon le même rituel que l'armée : décorations, citations, défilés. Comme le disait Rosa Luxemburg au moment de la Première Guerre mondiale : "Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme" (7).

Un pur produit du système capitaliste

Le sport moderne se distingue nettement des jeux, divertissements ou exercices physiques du passé. S'il en hérite les pratiques, c'est pour s'orienter exclusivement vers la compétition : "Il a fallu que le développement des forces productives capitalistes soit suffisamment important pour que l'idée abstraite de rendement apparaisse de la masse des travaux concrets (...) de même il a fallu un long développement des pratiques physiques compétitives pour que se dégage peu à peu l'idée de compétition physique généralisée" (8). (...)

De la même manière que le travail salarié est lié à la production dans la société capitaliste, le sport va incarner "la matérialisation abstraite du rendement corporel" (9) (...)

Contrairement à l'opinion officielle entretenue, le sport version capitaliste ne représente pas une simple "continuité"

des jeux antiques. L'olympisme des Grecs anciens ne se basait absolument pas sur l'idée du record ou l'obsession de la performance et du chronomètre. Si la confrontation entre adversaires existait, elle entraînait dans un cérémonial religieux et des mythes qui n'ont plus rien à voir avec l'univers matériel et mental des jeux contemporains. Même si l'aspect militaire, la guerre entre cités, la volonté de se "doper" et la dimension mercantile étaient déjà présents. Les jeux Olympiques, comme ceux de Paris en 1900 ou de Londres en 1908, sont déjà de véritables foires commerciales. Mais surtout, ces jeux s'inscrivent dans un contexte de montée des tensions guerrières et participent à alimenter le nationalisme ambiant. L'institution des jeux Olympiques créée en 1896, comme pseudo-tradition de la Grèce ancienne libérant les esclaves et devant correspondre à l'idéal démocratique affiché par Pierre de Coubertin et son célèbre adage, "l'essentiel est de participer", n'est qu'une imposture ! Ces jeux modernes réactivés pour propager l'hystérie chauvine, le militarisme, se situent dans le cadre de l'aliénation capitaliste où tout repose sur l'élitisme et les rapports de domination liés à la production de marchandises.



1) Il s'agit de vidéastes publiant en ligne (sur la plateforme YouTube) des vidéos sur des sujets culturels, scientifiques, de divertissement, etc.

2) Cf. le site internet du collectif.

3) Voir notre article "Quel est la véritable nature du mouvement Nuits debout?", RI n° 458.

1) Voir notre site fr.internationalism.org.

2) E. Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Folio histoire.

6) Comme, par exemple, l'idéologie "black-blanc-beur" en France : allusion au drapeau tricolore bleu, blanc, rouge et à l'unité nationale, au-delà des couleurs de peaux et des origines, derrière l'État républicain, dans une sorte d'union sacrée.

7) *Brochure de Junius*, 1915.

8) J.-M. Brohm, *op. cit.*

9) *Idem*.

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack Révolution internationale (3 numéros)
+ Revue internationale (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple

Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n ^{os} + 4 n ^{os}	
FRANCE	35 €
ETRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolution-

naires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'empoisonnement idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

RÉUNIONS PUBLIQUES

Pour connaître le thème,
rendez-vous sur notre site web
fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale de Révolution internationale

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo

Changement
d'adresse postale :
voir ci-dessous.

Internationell Revolution

Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich
SWITZERLAND

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie

P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869,
London WC1N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution

Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich
SWITZERLAND

Weltrevolution

Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich
SWITZERLAND

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition

(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie

(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France

(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

À lire et à paraître sur le site internet du CCI

• *Terreur, terrorisme et violence de classe*

• *Migrants et réfugiés : victimes du capitalisme (Parties I, II et III)*

La partie IV paraîtra prochainement

fr.internationalism.org

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée.
Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI
en France ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LA POLITIQUE ALLEMANDE ET LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS (III)

Un jeu dangereux avec le feu

Dans cette dernière partie, nous aborderons les conséquences de la politique allemande envers les réfugiés pour la situation de la classe ouvrière.

EN UN CERTAIN SENS, ces différentes conceptions au sein de la Coalition reflètent l'état d'esprit diffus existant dans la population, c'est-à-dire parmi les salariés et les chômeurs de ce pays. Il y a une minorité croissante et fortement bruyante au sein de la population en général et de la classe ouvrière en particulier, faisant plutôt partie de sa composante la moins qualifiée, le plus souvent socialisée dans le contexte de l'ex-RDA et/ou vivant des allocations étatiques, qui forme un terrain sensible aux campagnes antimusulmanes de certains chantres du monde de la politique ou de la culture (Sarrazin, Broder, Pirinçci, Buschkowsky, etc.) et dont les porte-paroles sont la CSU et certains secteurs de la CDU (1). Et il y a la majorité silencieuse, qui, jusqu'alors, avait laissé à de jeunes activistes, la plupart venant du milieu antifasciste, le soin de faire pièce au harcèlement raciste sous forme de blocages de rues et de contre-manifestations et qui s'est alors sentie obligée, au vu des images de misère des Balkans, d'exprimer fortement sa protestation contre l'inaction des États européens et son indignation vis-à-vis des exactions contre les étrangers à Dresde, Heidenau et Freital, applaudissant ostensiblement les réfugiés en leur faisant des haies d'honneurs à leurs arrivées dans les gares de Munich, Francfort ou d'ailleurs, ou en s'engageant par milliers en tant que bénévoles pour la gestion des masses de réfugiés ou en inondant les centres d'accueil de dons de toutes sortes.

La solidarisation spontanée de vastes parties de la population a, par sa force, surpris la classe dominante et l'a prise à contre-pied; cette dernière n'étant pas disposée à promouvoir la sympathie envers les réfugiés de guerre mais plutôt à créer une atmosphère

de panique et d'isolement. Cependant, Merkel révéla à nouveau son flair infailible pour sentir les ambiances et les états d'âme au sein de la société. Exactement comme lors de l'accident nucléaire majeur (*Grösster anzunehmender Unfall – GAU*) de la centrale de Fukushima où, pratiquement du jour au lendemain, elle s'est débarrassée des règles d'or des conservateurs en matière d'énergie atomique, Merkel a pris un même tournant abrupt en matière de politique d'asile, résiliant au passage l'accord de Dublin qui avait jusqu'à maintenant permis à la bourgeoisie allemande de se défaire élégamment de toute responsabilité par rapport aux réfugiés venus s'échouer en Italie et dans les autres pays de l'UE à "frontières extérieures".

Nous avons déjà mentionné quelques-uns des mobiles qui ont poussé Merkel à adopter sa "politique des frontières ouvertes". Il est cependant possible qu'un autre motif ait joué un rôle dans cette politique à risque. Depuis les élections au Bundestag de 2005, où la victoire qui lui paraissait acquise lui échappa parce que le chancelier en exercice Schröder était parvenu à instrumentaliser contre elle le tournant libéral qu'elle avait inauguré au congrès de Leipzig de la CDU en 2003, elle a appris quelles conséquences peut avoir la tendance des représentants politiques à ne pas tenir compte de l'état d'esprit "à la base". Imaginons quel impact auraient pu avoir les images de centaines de milliers de réfugiés abandonnés à la frontière hongroise, ainsi que les gros titres qui, dans cette éventualité, se seraient étalés pendant des mois, sur le comportement électoral de ceux qui souhaitent aujourd'hui la bienvenue aux réfugiés de guerre de Syrie.

Selon toute apparence, deux groupes dans la population sont particulièrement impliqués dans la solidarisation avec les réfugiés. D'une part, des jeunes, qui, à d'autres moments et en d'autres lieux auraient tout aussi bien



La vague de solidarité qui a traversé l'Allemagne les semaines passées ne s'est pas déroulée sur un terrain de classe.

pu participer au mouvement anti-CPE ou à celui des Indignés. D'autre part, des gens plus âgés qui, de par leur expérience propre ou de par la tradition transmise par leurs parents concernant les expulsés à la fin de la Seconde Guerre mondiale, savent ce qu'est le sort des réfugiés et ne peuvent être indifférents aux camps, aux barbelés et aux déportations. Ayant grandi dans les sombres décennies du XX^e siècle, cette génération est impulsivement poussée à agir différemment aujourd'hui. L'importante participation de retraités témoin de quelque chose d'autre encore : le profond désir de rajeunissement de la société, de présence d'enfants et d'adolescents chez de nombreuses personnes âgées. Ce désir de rajeunissement se distingue de la demande de main-d'œuvre jeune de l'économie allemande. Le vieillissement de la société constitue un problème central non seulement pour le capitalisme mais

tout bonnement pour l'humanité, car l'absence de jeunesse ne signifie pas seulement une privation d'une source de joie et vivre et de vitalisation pour les vieux mais bien plus la mise à mal de l'une des fonctions les plus importantes dans l'évolution de l'humanité : la transmission du trésor d'expériences à la génération des petits-enfants.

Au final, se pose la question de savoir si cette vague de solidarisation forme un mouvement de classe. Nous pensons qu'elle n'en possède aucune des caractéristiques. Ce qui saute aux yeux, c'est son caractère complètement apolitique; et, au contraire, la solidarité qui se manifeste a un caractère complètement caritatif. Il n'y a quasiment aucune discussion, aucun échange d'expériences entre jeunes et vieux, entre natifs et réfugiés (en dernier lieu, aussi du fait de la barrière de la langue). Tout point de départ pour une auto-organisation, pour des struc-



tures autonomes, extra-étatiques fait défaut; au lieu de cela, les centaines de milliers de bénévoles se font les hommes de peine d'un État qui, en dépit des gesticulations pour la galerie de Merkel, manque de tout et dont les représentants, après avoir mené les bénévoles à l'épuisement par leur propre inaction, rabâchent désormais leurs discours sur les "limite des capacités".

Encore une fois, la vague de solidarisation qui a traversé l'Allemagne les semaines passées ne s'est pas déroulée sur un terrain de classe. La population laborieuse, sujet principal de la solidarité, s'est dissoute presque sans laisser de traces dans le "peuple". C'était aussi le cas lors du mouvement mondial de solidarité en faveur des victimes du tsunami de 2004. Alors, comme aujourd'hui, la solidarité était dépourvue de tout caractère de classe et s'exprima dans le cadre d'une campagne interclassiste. Cependant, à la différence du tsunami qui s'est produit très loin en Asie, la misère des réfugiés se développe sous nos yeux, à notre porte, si bien que la solidarité et tout ce qui la concerne prennent une toute autre dimension.

En fait, la crise des réfugiés qui ne fait que juste commencer peut devenir une question décisive pour la classe ouvrière. Il n'est pas encore fixé comment la classe ouvrière, ou plutôt ses parties prépondérantes au plan national comme international, vont réagir à cet enjeu : par le développement de la solidarité ou par la démarcation et l'exclusion. Si notre classe parvient à retrouver son identité de classe, la solidarité peut être un important moyen unificateur dans sa lutte. Si par contre, elle ne voit dans les réfugiés que des concurrents et une menace, si elle ne parvient pas à formuler une alternative à la misère capitaliste, permettant à tout individu de ne plus être contraint de fuir sous la menace de la guerre ou de la faim, alors nous serions sous la menace d'une extension massive de la mentalité pogromiste, dont le prolétariat en son cœur ne saurait être épargné.

FT, 7 novembre 2015

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.